



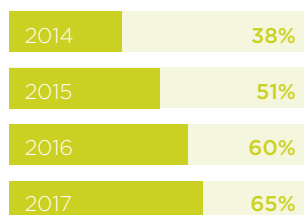
Date d'adhésion : septembre 2012
Population : 6,31 millions

El Salvador



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

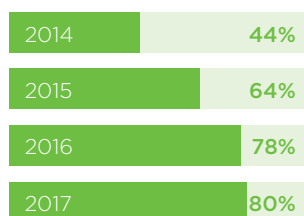
Transformations institutionnelles en 2016-2017



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Au cours de l'année écoulée, El Salvador a persévéré dans ses efforts pour renforcer la coordination des actions au niveau national, départemental et municipal. Le Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONA-SAN) a mis au point un modèle multisectoriel de territorialisation de la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle, en formant des comités départementaux, municipaux et locaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'Alliance de la société civile pour la nutrition a été consolidée, ce qui lui a permis de mener des actions de défense et de plaider

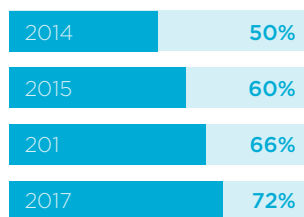
en faveur de l'adoption de la loi sur la souveraineté et la sécurité alimentaires et nutritionnelles. Le processus visant à créer le groupe de promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle du secteur privé est actuellement en cours. Assumant actuellement la présidence tournante de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), pour la période 2017-2018, El Salvador a proposé que le thème de la sécurité alimentaire et nutritionnelle figure comme l'un des quatre principaux axes de l'agenda régional.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

El Salvador a progressé dans le renforcement du cadre juridique de la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle, en coordination avec les différents secteurs. Le pays dispose maintenant d'un diagnostic à jour sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et a débuté la mise à jour de sa politique nationale. En juin 2017, une nouvelle réglementation relative à la com-

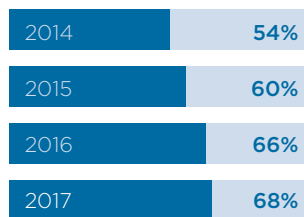
mercialisation des aliments dans les cafétérias scolaires a été mise en application afin d'améliorer la qualité de l'alimentation ; à cette même fin, l'adoption d'ordonnances municipales a été encouragée sur l'ensemble du territoire. L'année passée, le CONASAN et plusieurs organisations de la société civile ont plaidé pour l'adoption de la loi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

El Salvador a travaillé sur les initiatives contenues dans le Plan national de sécurité alimentaire et nutritionnelle en coordination avec divers organismes internationaux, nationaux et de la société civile. En 2017, la cartographie des acteurs a été mise à jour et l'Observatoire national de sécurité alimentaire et nutritionnelle a été lancé. Le recensement national de la taille et du poids

des enfants en âge scolaire a été réalisé, et il a permis d'obtenir les principaux indicateurs nutritionnels nationaux pour toutes les villes du pays. Dans le cadre des engagements pris au niveau international, le Plan de sécurité alimentaire et nutritionnelle de la CELAC, aligné sur le Plan national, est actuellement mis en œuvre.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

El Salvador a terminé, en 2016, son travail d'évaluation de l'investissement public dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ce qui lui a permis de mieux estimer ses besoins en termes de ressources : il sera fait appel au gouvernement et à la coopération internationale pour les satisfaire. Le

pays a également progressé dans l'harmonisation des objectifs nationaux et de ceux des agences des Nations unies. La coopération internationale contributive, à hauteur de près de 30 %, au financement des objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle.



PRIORITÉS 2017-2018

- Terminer la mise à jour de la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Élargir la couverture du modèle de territorialisation pour la mise en œuvre de la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en poursuivant la création de Comités départementaux et municipaux ;
- Persévérer dans la mise en œuvre de la Stratégie éducative et de communication sociale ;
- Continuer à soutenir l'adoption de la loi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Renforcer la participation du secteur privé aux actions menées pour améliorer la nutrition.